

DECISION N°2010 – DG/10/029
portant délégation de signature à la directrice interrégionale Centre Ile-de-France
de l'Institut national de recherches archéologiques préventives (Inrap)
et à ses principaux collaborateurs

Le directeur général,

Vu le titre II du livre V du code du patrimoine, et notamment ses articles L.523-1 et suivants

Vu le décret n°62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique

Vu le décret n°2002-90 du 16 janvier 2002 modifié portant statut de l'Institut national de recherches archéologiques préventives, et notamment son article 14, alinéa 2

Vu le décret n°2002-450 du 2 avril 2002 modifié portant dispositions applicables aux agents de l'Institut national de recherches archéologiques préventives

Vu le décret n°2004-490 du 3 juin 2004 modifié relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive

Vu le décret du 11 janvier 2010 portant nomination du directeur général de l'Institut national de recherches archéologiques préventives.

DECIDE

Article 1. – Délégation est donnée à **Madame Catherine REMAURY, directrice de l'interrégion Centre Ile-de-France**, à l'effet de signer au nom du directeur général, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions :

- les projets d'opération ;
- les conventions relatives à la réalisation de **diagnostic** par l'institut, passées avec les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-7 du code du patrimoine susvisé et dont le budget d'opération correspondant est inférieur à 200 000 € HT ;
- les devis, contrats et marchés relatifs à la réalisation de **fouilles** par l'institut, passées avec les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-9 du code du patrimoine susvisé et dont le budget d'opération correspondant est inférieur à 200 000 € HT ;
- les conventions de collaboration avec les responsables scientifiques d'opération désignés par l'Etat qui n'appartiennent pas au personnel de l'institut, ainsi que les conventions avec les experts ou spécialistes nécessaires à la réalisation des opérations d'archéologie préventive ;
- les conventions ponctuelles de coopération avec les collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales, hormis les conventions prévoyant le versement par l'institut de subventions et hormis les conventions de groupement avec un ou des opérateurs d'archéologie préventive pour répondre aux appels d'offres passés, aux fins de réalisation de fouilles, par les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-9 du code du patrimoine susvisé ;
- les actes d'engagement juridique passés par l'institut pour répondre aux besoins de la direction interrégionale, d'un montant inférieur à 45 000 € HT, concernant notamment les commandes -hors marché à bons de commande - ou les marchés et ordres de service, les décisions de poursuivre ou tous les actes d'exécution afférents ainsi que les contrats, à l'exception des baux, en matière de travaux, fournitures et services ;
- les bons de commande quel que soit leur montant s'inscrivant dans le cadre de marchés à bons de commande et relevant du budget alloué à la direction interrégionale ;
- les ordres de mission, à l'exception de ceux relatifs à un déplacement en dehors de la métropole, et les ordres de mission aux agents de l'institut placés sous l'autorité de la directrice de l'interrégion et aux responsables

scientifiques extérieurs ainsi que les états de frais et les demandes de remboursement de frais de ces agents et personnalités ;

- les demandes d'avance périodique, les demandes d'avance spécifique et les demandes d'avance conventionnelle sur frais de fonctionnement de chantiers et sur frais de déplacement, ainsi que les états de frais correspondants ou les demandes de remboursement hebdomadaires de frais, les ordres de service permanents et les ordres de service temporaires des personnes habilitées à intervenir sur un chantier d'opération archéologique ;
- les procès verbaux de mise à disposition du terrain et les procès verbaux de fin de chantier ;
- les procès verbaux de réception des opérations de fouille et les décomptes généraux définitifs des travaux;
- les autorisations de prises de vues photographiques et de tournage d'importance régionale ;
- les copies certifiées conformes des pièces des dossiers relevant de la compétence de la direction de l'interrégion.

Article 2. – En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Catherine REMAURY, directrice de l'interrégion Centre Ile-de-France, délégation est donnée à **Madame Sylvie BARON, directrice administrative** à la directrice de l'interrégion Centre Ile-de-France et à **Monsieur Pierre VALLAT, délégué scientifique** auprès de la directrice interrégionale Centre Ile-de-France, à l'effet de signer au nom du directeur général, dans les mêmes conditions et dans la limite de leurs attributions respectives, tous les actes visés à l'article 1.

Article 3. – En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sylvie BARON, directrice adjointe à la directrice de l'interrégion Centre Ile-de-France et de Monsieur Pierre VALLAT, délégué scientifique auprès de la directrice interrégionale Centre Ile-de-France, délégation est donnée à **Monsieur Gilles MARTIN** et à **Madame Martine PETITJEAN, tous deux adjoints administrateurs** auprès de la directrice de l'interrégion Centre Ile-de-France, à l'effet de signer au nom du directeur général, dans les mêmes conditions et dans la limite de leurs attributions respectives, tous les actes visés à l'article 1.

Article 4. – Délégation est donnée, sous l'autorité de Madame Catherine REMAURY, directrice de l'interrégion Centre Ile-de-France, à **Monsieur Olivier BLIN, à Monsieur Richard COTTIAUX, à Monsieur Thierry MASSAT et à Madame Antoinette NAVECTH-DOMIN, tous les quatre adjoints scientifiques et techniques** auprès de la directrice de l'interrégion Centre Ile-de-France, et à **Madame Hélène Guillot, adjoint scientifique et technique par intérim** auprès de la directrice de l'interrégion Centre Ile-de-France, à l'effet de signer au nom du directeur général, dans les mêmes conditions et dans la limite de leurs attributions respectives :

- les projets d'opération qui portent sur les opérations d'archéologie préventive relevant de leur compétence ;
- les procès verbaux de mise à disposition du terrain ;
- les procès verbaux de réception des opérations de fouille et les décomptes généraux définitifs des travaux;
- les procès verbaux de fin de chantier.

Article 5. – La présente décision prend effet à compter de sa signature.

Article 6. – La directrice de l'interrégion Centre-Ile-de-France de l'Institut national de recherches archéologiques préventives est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la culture et de la communication et sur le site Internet de l'institut.

Fait à Paris, le 11 mai 2010
en un seul exemplaire original



Arnaud Roffignon